

ADFIC

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT / FINANCEMENT / INFRASTRUCTURE CLIMAT

Le Substrat Institutionnel Souverain.



PARTAGEABLE · VISION (FORMAT COURT)

LA CONTRAINTE LIANTE

« *La contrainte liante n'est pas le **capital** — c'est le **substrat institutionnel** qui convertit la cible de **US\$ 6,9 Md** en investissement. »*

MANDAT FONDATEUR [A1, B2]

Trois actes souverains alignent la Côte d'Ivoire avec l'agenda climat mondial d'ici 2030.

L'agenda existe déjà. Le substrat est ce qui manque.

ACTE I · LE PACTE EAU · 2026-2030

6,9 Md

MILLIARDS USD · CIBLÉS

Pacte National pour la Sécurité de l'Eau — accès universel à l'eau potable et à l'assainissement d'ici 2030 ; cible capital privé ≥ US\$ 700 M.^[A1]

ACTE II · CDN 3.0 · OCT. 2025

−33%

GES D'ICI 2035 · CONTRAIGNANT

Engagement contraignant devant la CCNUCC : −33,07 % d'émissions vs 2018. L'eau désignée vecteur majeur d'adaptation et d'atténuation.^[A2]

ACTE III · HUB RÉGIONAL · MARS 2026

1^{re}

CAPITALE FVC D'AFRIQUE DE L'OUEST

Abidjan accueille le Bureau Régional du Fonds Vert pour le Climat — au cœur de la finance climatique francophone.^[A4]

Trois actes souverains, une même décennie — tous convergent, tous butent sur le même mur.

Moins de 20 % de la finance climat engagée se décaisse — faute de structuration amont.

La cible n'est pas le problème — la conversion l'est.

CONVERSION MONDIALE

< 20%

DE LA FINANCE CLIMAT DÉCAISSÉE

Le taux mondial de conversion des engagements climat en décaissements effectifs. [\[F-PS-011\]](#)

SIGNAL QUANTITATIF · PASEA

2,77%

DÉCAISSEMENT OBSERVÉ AU MOIS 15

L'opération d'envergure de la Banque mondiale (US\$ 250 M, effective depuis sept. 2024) n'enregistre que 2,77 % de décaissement. [\[F-PS-011\]](#)

CONVERSION RÉELLE

1,38 Md

US\$ RÉELLEMENT CONVERTIBLES

6,9 Md × ~20 % ≈ 1,38 Md US\$. Reste ≈ **5,52 Md US\$ manquants** — le déficit que le substrat doit combler. [\[F-PS-011\]](#)

*La Côte d'Ivoire n'a pas un déficit de capital engagé — elle a un déficit qui **ne trouve pas sa structure d'accueil technique.***

Six cachets, six leçons que nous n'avons pas à réinventer.

Deux références asiatiques, quatre précédents africains — assemblés sous mandat ivoirien.

Singapour

PUB · 1972

<5%

PERTES RÉSEAU

Doctrine d'audit souverain —
téléométrie SCADA.

Indonésie

PT SMI · 2009

1↔N

POOLING DFI

Un guichet, N projets —
éviter la dispersion.

Égypte

NWFE · 2022

14,7 Md

PLATEFORME-PAYS

Nexus eau-énergie-
alimentation sous mandat.

Sénégal

SONES · 1995

IP/OP

SÉPARATION

Actif souverain vs
exploitation privée.

Burkina Faso

FVC FP074 · 2018

100%

DÉCAISSEMENT FVC

Baselines hydrologiques
décaissables.

Rwanda

FONERWA · 2012

ODD·6

PERFORMANCE

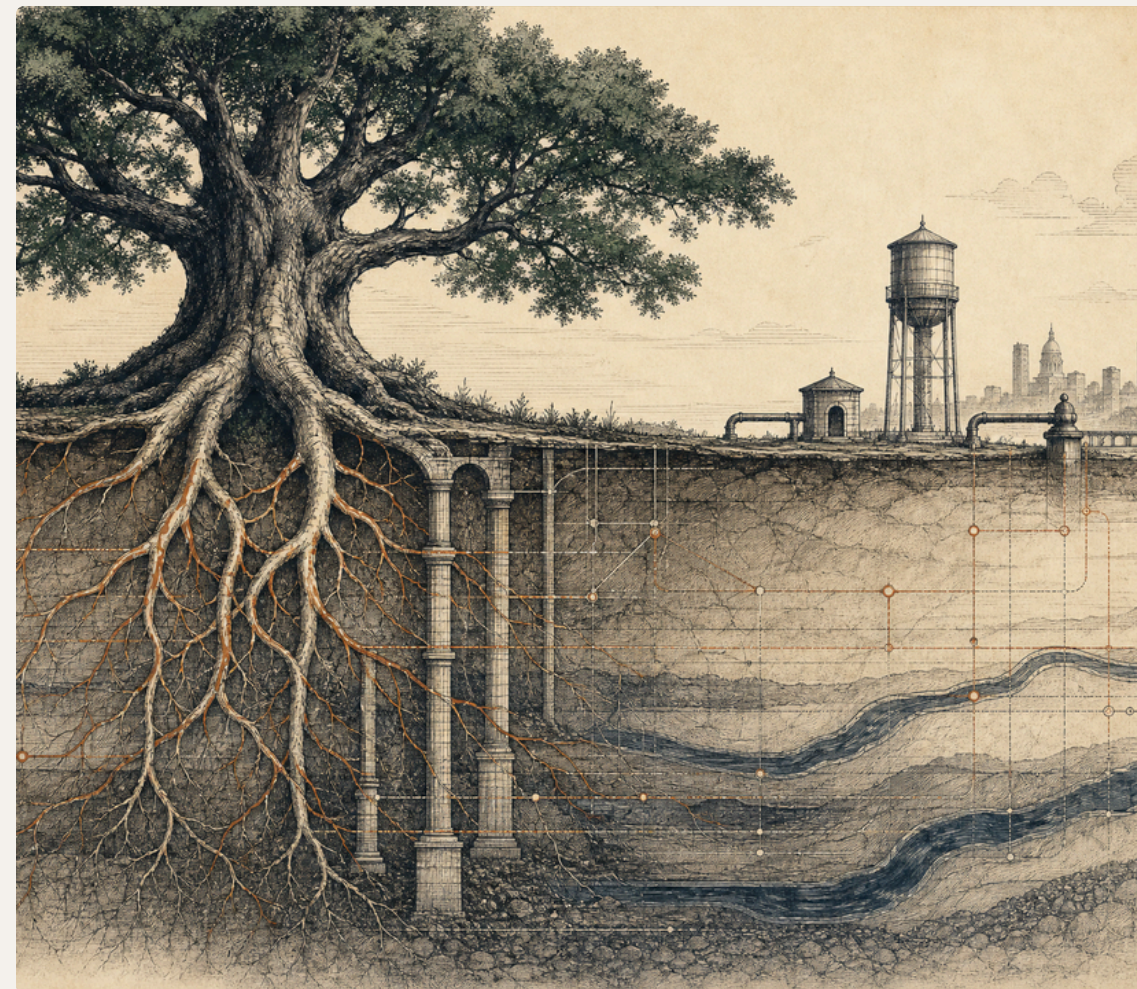
Conditions vérifiables : pas
de KPI, pas de décaissement.

ADFIC = ces six cachets assemblés sous mandat ivoirien — OpCo de livraison dissous à **M36**. Zéro dépendance.

L'ADFIC agit comme l'ancre souterraine qui capte la finance climat internationale.

UNE IRRIGATION DIRECTE

- i** **Sous l'écosystème, jamais entre.** L'ADFIC ne crée pas de nouvelle tutelle — elle est l'ancre qui capte et valorise le capital climat.^[B1]
- ii** **Captation de la finance climat.** FVC, obligations bleues et fonds d'adaptation pénètrent directement dans le substrat.
- iii** **Irrigation des agences.** Le capital, structuré en données et projets, est restitué pour irriguer l'ONEP-SA (blue bond), l'ONAD et les bassins versants.
- iv** **L'Iroko, bois patrimonial.** Comme les racines invisibles de l'Iroko nourrissent la forêt sans la dominer, l'ADFIC alimente l'écosystème.



Le substrat irrigue l'écosystème — capital climat capté en profondeur, restitué à l'infrastructure de surface.

Quatre formes institutionnelles. Une seule place vacante.

Originer des projets, produire le MRV, détenir l'IP souveraine — trois mandats qu'aucune entité existante ne peut tenir ensemble.

FORME 01 · PLACE PRISE

Un régulateur

R9 · autorité de régulation eau.

Normatif — n'origine pas de projets bancables.

FORME 02 · PLACE PRISE

Un opérateur

SODECI · ONEP-SA · ONAD.

Conflit d'intérêts : ne s'audite pas lui-même.

FORME 03 · PLACE PRISE

Une direction ministérielle

MINHAS DGE · MINEDDTE. Pas de mandat de marché, pas d'IP propre, pas de DAE GCF.

FORME 04 · PLACE VACANTE

Un EPIC — l'ADFIC

Audite R9 · origine pour SODECI/ONEP · sert MINHAS. Légitimité publique + souplesse commerciale.

*Originer · produire le MRV · émettre la dette bleue : **OUI** (ADFIC) — gérer le réseau : **NON** (SODECI/ONEP). Complément, non collision.*

Une architecture en cinq modules couvre toute la chaîne de valeur.

M1 · AUDIT

Hydro-informatique & Télémétrie

Satellite, hydro-modèle, IoT/SCADA
— une seule piste d'audit
investment-grade.

M2 · CONCEVOIR

Projets & Pipeline

Projets structurés conformes aux guides du FVC et de la Banque mondiale.

M3 · CARTOGRAPHIE

SIG National

Registre national des actifs d'eau, hébergé sur le territoire (ARTCI).

M4 · VÉRIFIER

MRV Certifié

Aligné Verra/VCS & Gold Standard
— la piste d'audit de l'obligation bleue.

M5 · ACADÉMIE

Capital Humain

15–20 experts / cohorte (INPHB, UFHB) — 120+ d'ici l'an 5.

*De l'IoT au capital humain — un seul opérateur souverain, **une seule chaîne de valeur intégrée.***

La donnée souveraine vit sur le sol ivoirien — hébergée, jamais externalisée.

Où vivent les serveurs, comment ils sont protégés, qui en garde les clés — et pourquoi la capacité existe déjà en Côte d'Ivoire.

HÉBERGEMENT · 2013-450

Sur le sol ivoirien

Serveurs, bases SIG et plateformes MRV dans un data center souverain national (Abidjan). Aucune donnée souveraine sur cloud ou serveur étranger.

PROPRIÉTÉ · JOUR 0

L'État détient

Matériel, serveurs et code = propriété perpétuelle de l'EPIC dès le Jour 0. L'OpCo n'est que dépositaire-opérateur — zéro actif souverain à son bilan.

INTÉGRITÉ · ARTCI

Non répudiable

Chiffrement de bout en bout, ancrage cryptographique immuable (registre Hyperledger local) et piste d'audit infalsifiable — rien n'est altérable ex-post.

CONTRÔLE · M36

Capacité ivoirienne

Clés et administration sous tutelle MINHAS. Hébergement et ingénierie réseau de niveau opérateur apportés par le consortium — data center en Côte d'Ivoire (Jituboh) · expertise télécom (parcours Alcatel / Globacom).

Aucune donnée souveraine sur serveur étranger. L'État détient l'infrastructure ; l'opérateur n'en est que le dépositaire — et la capacité existe déjà en Côte d'Ivoire.

Une gouvernance à trois niveaux ancrée à la Primature garantit le contrôle souverain.

NIVEAU 1 · SOUVERAINETÉ

Comité de Pilotage

Primature

Présidé en permanence par le Premier Ministre **Robert Beugré Mambé**. Autorité souveraine suprême ; résout tout conflit interministériel sans délai.^[B3]

NIVEAU 2 · TUTELLE DE TÊTE

MINHAS, Chef de File

Tutelle Unique

Tutelle opérationnelle unique (Ministre **Amédé Koffi Kouakou**) — continuité programmatique, évite la paralysie de co-tutelles coégales.

NIVEAU 3 · COORDINATION

Conseil Inter-Ministériel

Instance Technique

Intègre MINHAS (lead), MINEDDTE (Environnement), le Ministère des Eaux et Forêts, et ONEP comme membre.

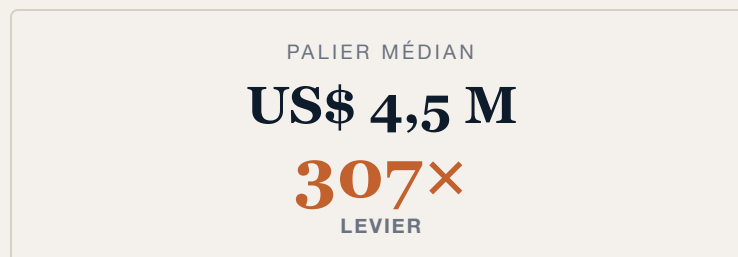
*Souveraineté à la Primature · tutelle unique au MINHAS · coordination technique au Conseil — **trois niveaux, aucune co-tutelle paralysante.***

Le mandat ne coûte pas — il débloque.

L'enveloppe d'amorçage rapportée au capital qu'elle active.

< 0,25%

BUDGET D'AMORÇAGE / CAPITAL BILATÉRAL DU PACTE · AU PALIER SOCLE



Levier sur les **US\$ 1,38 Md** de capital bilatéral engagé sur le Pacte National pour l'Eau. Enveloppe d'amorçage sur 24–36 mois. [F-RV-001, F-PK-004]

INVESTISSEMENT MINIME

Une fraction infime du Pacte.

ZÉRO CHARGE FISCALE

Réallocations d'AT existantes — ni dette ni passif nouveau.

SOUS LES NORMES DFI

Standard : 1–3 % du coût-projet pour la préparation.

L'ÉTAT AMORCE

L'ADFIC mobilise le reste — aucune ligne budgétaire à créer.

Le pack de signature déclenche l'activation immédiate.

LE PACK DE SIGNATURE — JOUR 0

- 01 Lettre de Mandat.** Signée par le MINHAS — mandat exclusif de conception et d'établissement au partenaire privé (OpCo).
- 02 Lettre de Patronage.** Signée par le Premier Ministre — garantit la présidence du Comité de Pilotage.
- 03 Décret de Constitution.** Version finale du décret EPIC inscrite au docket du Conseil des Ministres.
- 04 Dossier de Financement.** Cartographie des bailleurs déposée (FAE/AWF, GCF Hub, BM, BAD...) — l'État devient co-candidat éligible.

LE CALENDRIER IMMÉDIAT — J+1 À J+60

- J+1 Unité de transition** activée sous tutelle MINHAS — zéro transfert d'actifs souverains.
- J+10 Études techniques** lancées sur les 3 grands bassins versants ; ingestion des premières données SIG du BNETD.
- J+30 Dépôt formel** du dossier auprès du guichet phare (FAE/AWF, BAD) et de la cascade des bailleurs.
- J+60 Décret au Conseil des Ministres** — soumission formelle du modèle d'organisation EPIC.

Quatre signatures. Soixante jours. L'État sort armé en deux mois.



« L'Agence rend l'écosystème **plus fort** ; elle n'accumule **jamais** de pouvoir ; elle ne coordonne pas **à leur place**. »

ADFIC 3.0 · MANDAT FONDATEUR V5



Iroko — Milicia excelsa